

« Il me semble bon de regarder le Peuple de Dieu comme un Peuple qualifié »

Entretien avec Mgr Eric de Moulins-Beaufort, archevêque de Reims et président de la Conférence des évêques de France

La réflexion sur la synodalité a marqué les dernières années du pontificat du pape François. Quelle serait, pour vous, la définition d'une Eglise synodale ?

Si je comprends bien ce que signifie la synodalité, une Eglise synodale devrait être l'Eglise tout court. Le mot synodalité met en lumière une dimension constitutive de l'Eglise : le don de l'Esprit-Saint aux baptisés et confirmés ; selon la prophétie de Joël, l'Esprit est donné à tous, « y compris aux vieillards et aux enfants ». Pour connaître la volonté de Dieu, il est besoin de la chercher tous ensemble, de faire concourir tous les statuts, tous les états de vie, tous les âges, selon les circonstances de l'histoire.

Pourquoi donc a-t-il fallu lancer une réflexion auprès des évêques et des communautés chrétiennes de tous les continents pour rappeler ce que vous dites être absolument constitutif de l'Eglise ?

Ce que j'ai dit en préalable sur la synodalité inhérente à l'Eglise, c'est très beau, mais nous ne la vivons qu'au Ciel ! Parce que tout le monde n'a pas la même compréhension de la foi chrétienne, parce que nous sortons d'une longue période historique, où beaucoup d'hommes et de femmes étaient considérés comme des mineurs par rapport à d'autres plus savants, plus documentés qui étaient censés les guider. Nous sortons de ces temps. Le concile Vatican II a fortement rappelé que le principe d'appartenance à l'Eglise était d'abord le baptême puis la confirmation. Il nous faut, petit à petit, trouver les structures qui permettent de vivre cela et de le mettre en œuvre. Il faut que chacun sorte de ses vues trop étroites et s'enracine dans le Christ, que chacun purifie ses intentions, tienne compte de l'universel et pas seulement de sa propre personne. Cela demande beaucoup d'application, de travail. Mais dans un corps qui se veut aussi ouvert que l'Eglise, il faut aussi qu'il y ait une autorité, que quelques uns puissent parler au nom de tous, ces « tous », ce Peuple de Dieu, qu'il faut chercher à écouter et à comprendre. On en est encore à une phase de tâtonnements.

C'est à cette recherche collective, non encore terminée, que nous étions donc invités ?

Une question reste encore pour moi très importante, c'est celle de la juste représentation. Qu'est ce que veut dire une juste représentation du peuple de Dieu ? Comment mène-t-on, à l'échelle d'une paroisse, d'un diocèse, de l'Eglise entière, cette recherche de représentation adéquate du peuple de Dieu. Cela reste vraiment une question délicate. L'ordination donne, à mon sens, une certaine qualité de représentation, mais il faut bien la comprendre et la compléter d'autres formes de représentativité. Qui peut dire qu'il parle au nom de tous ?

Comprenez-vous que, quand des prêtres, des évêques s'expriment, des laïcs aient le sentiment qu'ils ne parlent pas au nom de tous et qu'ils ne se sentent pas représentés ?

Certainement. Il y a - au minimum - des grands progrès à faire dans la manière de construire une parole ecclésiale. Une parole finale qui récapitule ce qui a été pensé à plusieurs, ce n'est pas la même chose qu'une parole d'autorité élaborée dans la solitude. La question de ces personnes qu'il faut entendre reste délicate. On le voit bien, ici-même en France, où il suffit parfois que l'un dise blanc pour que l'autre dise noir et réciproquement.

Même si l'exercice que le pape François nous a fait faire en octobre 2021 a été intéressant et utile, on ne peut pas dire qu'il ait mobilisé la totalité du peuple de Dieu. Il y a des catégories, bien repérées, qui n'ont pas participé. Il faut continuer ce travail pour que tous les baptisés se sentent parties prenantes de la vie du tout, de l'ensemble des baptisés, partout dans le monde et de tous les temps.

Vous êtes donc confiant. Le travail va se poursuivre.

Oui, j'en suis bien convaincu. Il y a des choses qui ont démarré, d'autres qui sont en cours de mise en place ; les gens qui n'ont pas participé à la première phase doivent comprendre qu'il faut s'investir, se faire entendre, occuper leur place dans ce concert. Il faut accepter que tout cela prenne du temps ; il s'agit de chercher ce que Dieu veut, plutôt que de trouver une solution miracle pour nous sortir d'une situation que l'on présenterait comme une situation de crise.

Je vois un peu partout tout un travail de prise en compte des charismes des uns et des autres ; une transformation de nos cellules de bases, des paroisses, est nécessaire parce que nous avons peu de prêtres et que nous ne pouvons rêver que ce manque soit comblé rapidement. Il faut donc, au moins pour un temps, un mode de fonctionnement différent et cela doit se chercher ensemble. Je suis persuadé que le pape Léon va nous donner sa feuille de route, qui ne résoudra pas tout, mais qui permettra de continuer d'avancer dans cette dimension fondamentale de ce qu'est l'Eglise.

Il faut des structures, dites- vous. Quelles seraient-elles ?

Les conseils épiscopaux se sont pas mal transformés, il faut travailler sur la place d'un conseil presbytéral, les conseils diocésains de pastorale doivent progresser... Mais nous ne devons pas nous occuper seulement de la vie interne de l'Eglise, c'est là qu'est le piège. La vie de l'Eglise doit être orientée vers sa mission et sa relation avec l'extérieur. Tout le monde ne peut pas se consacrer de la même manière au fonctionnement interne de l'institution.

L'essentiel est de bien comprendre, dans tous ces lieux, la différence entre prendre la décision et construire la décision. Nous devons trouver des instruments et des formes de participation qui prendront de plus en plus d'importance dans le temps, sans ébranler la structure fondamentale de l'Eglise. Cela suppose que le plus grand nombre de baptisés acceptent d'y consacrer un peu de temps.

La piste des ministères institués pour les laïcs va-t-elle dans le bon sens ?

Oui sûrement. Mais est-ce qu'il faut que tout le monde soit « institué » dans l'Eglise ? Au risque de reconstituer une cléricature. En revanche, il me semble bon de regarder le peuple de Dieu, comme un peuple qualifié, en reconnaissant que telle ou tel a un don pour aller vers les plus pauvres, telle ou tel autre un sens de l'Eucharistie ou de la Parole de Dieu. Et cela, on doit être capable, nous comme Eglise, de reconnaître et de valoriser davantage ces personnes qualifiées et pas seulement quelques responsables, ordonnés ou pas, qui prendraient les décisions face à une base obéissante. Tout cela doit être polarisé par la vie théologique, la manière de chercher Dieu, de vivre de Dieu, de renoncer à soi-même, de s'ouvrir davantage aux autres, d'avancer dans une charité plus réelle, plutôt que d'être polarisé par les questions de répartition des pouvoirs. En même temps, nous ne devons pas être dupes des fonctionnements de pouvoir : le pouvoir doit être régulé, toujours.

Est-ce qu'une Eglise plus synodale est de nature à éviter des abus de tous ordres ?

Une culture synodale, un fonctionnement qui permet la participation de tous, avec les décisions prises par ceux qui doivent les prendre et qui doivent être acceptées par tous, oui, c'est de nature à éviter tous les effets d'enfermement, les désirs de domination. Dans certaines communautés laïques, on a pu constater les mêmes prédatons que du côté des prêtres. Tout le monde a part à l'Esprit-Saint et pas seulement un fondateur, même pas un saint particulièrement inspiré. Il y a des structures hiérarchiques dans l'Eglise auxquelles il faut se soumettre en toute vérité, pas seulement en mots. Cette hiérarchie a la lourde responsabilité de veiller à ce que personne ne s'approprie l'Esprit-Saint au détriment des autres.

Cela suppose que chacun accepte que le seul Seigneur de nos âmes est le Christ, ni le pape, ni un directeur spirituel, ni mon voisin, ni moi-même... Il faut donc exercer sa responsabilité propre et ne pas s'en décharger sur un sachant, un gourou, un maître spirituel...

Pensez-vous qu'il puisse y avoir un jour ce que Promesses d'Eglise a souhaité, dans ses recommandations synodales, une instance où il y aurait à la fois des évêques et des laïcs qui pourraient vivre une délibération commune, mais pas forcément – si je comprends ce que vous avez dit – une décision commune ?

On a expérimenté dans nos Assemblées une dose de synodalité, notamment avec les temps sur l'écologie. Dans la réforme de la CEF (conférence des évêques de France), nous avons voté que, tous les trois ans, il y aurait une assemblée plus large (qui ne s'appelle pas assemblée parce que le Saint-Siège a tenu à ce qu'on distingue bien assemblées des évêques et sessions élargies), avec des laïcs, des prêtres, des diacres, des religieux... La difficulté, là encore, est celle de la représentation. Nous sommes à une époque où la démocratie souffre d'une mise en cause de la représentation ; on ne peut pas faire voter chaque catholique ; il faut trouver les modes de représentation adéquats.

Dans cette « non-assemblée » triennale, comment seraient représentées les paroisses ?

C'est la vraie question. Il faudrait accepter l'idée que l'on puisse s'exprimer même avec peu d'expérience, pour faire tourner un maximum de personnes. Je n'ai pas la solution miracle...

Un tel lieu de délibération collective serait, vu de l'intérieur comme de l'extérieur, symbolique. Tous les évêques sont-ils prêts pour cette expérience ?

Nous l'avons voté aux deux tiers dans les statuts de la CEF. Je n'ai pas d'inquiétude là dessus ; plusieurs évêques, dans leur diocèse, cherchent déjà des dispositifs de cet ordre. Sans impatience. L'effort que cela demande, c'est de partager l'information et de permettre à chacun d'arriver à un bon niveau de connaissance... On a le même problème avec les conventions citoyennes que le président de la République a lancées ; on rencontre le même intérêt, mais aussi les mêmes ambiguïtés et les mêmes limites. Mais nous avons un fondement plus fort qui doit nous encourager à avancer. En outre, dans beaucoup de lieux, l'expérience de la conversation spirituelle dans l'Esprit – sans en faire une solution à tous les problèmes – a un fondement théologique suffisamment solide pour permettre d'avancer dans des situations qui peuvent sembler bloquées. Quand beaucoup de gens seront ainsi formés, cela portera du fruit.

Est-ce qu'il vous semble que Promesses d'Eglise doit continuer son chemin et quelles devraient être ses missions particulières ?

J'insisterai volontiers sur la diversité des réalités qui y sont représentées ; ce ne sont pas des groupes de fidèles qui poussent telle ou telle cause, mais des œuvres qui incarnent l'action de l'Eglise.

Promesses d'Eglise permet à des personnes responsables dans l'Eglise et, à un degré ou un autre, en son nom, d'exercer une attitude d'estime mutuelle entre sensibilités (un mot que je n'aime pas beaucoup) diverses, entre des mouvements appartenant à des courants ecclésiaux très différents, avec le désir de servir ensemble la mission de l'Eglise.

La mission qui reste à mener, forcément immense, c'est de faire entendre, ressentir et comprendre à toute l'Eglise les attentes des hommes et des femmes de ce temps, dans des attitudes qui peuvent surprendre et bousculer un certain ordre social chrétien. Il faut entendre ensemble cette humanité en mouvement, l'analyser, sans la canoniser, et se laisser toucher : c'est vrai sur la relation hommes/femmes, par exemple ; c'est vrai dans la redéfinition des relations sociales. Et, en même temps il vous faut mener un travail d'enracinement toujours plus profond dans le Christ. Approfondissement et ouverture pourraient être vos mots d'ordre.